

Des jeux pour le bien de tous

Les organisations actives dans la protection des joueurs tirent la sonnette d’alarme: l’ouverture aux jeux online ne peut se faire sans mesures d’accompagnement suffisantes.

JEAN-FÉLIX SAVARY*
CORINE KIBORA**

Le 2 février, le Parlement commence l’étude du nouveau projet de loi sur les jeux d’argent. Si la volonté d’ouverture et de modernisation du secteur est légitime, les organisations actives dans la protection des joueurs tirent la sonnette d’alarme: l’ouverture aux jeux online ne peut se faire sans mesures d’accompagnement suffisantes. Les organisations demandent donc au Parlement de rééquilibrer le projet. Elles regrettent que le Conseil fédéral place les intérêts fiscaux avant la protection des joueurs et de leur entourage. Le projet de nouvelle loi sur les jeux d’argent (LJAR) sera discuté à la commission des affaires juridiques du Conseil des Etats (CAJE) le mardi 2 février prochain. Il propose d’élargir l’offre de jeu, en autorisant les casinos online et le poker hors des maisons de jeu. Le projet prévoit aussi de défiscaliser tous les revenus issus des jeux d’argent. La Confédération s’attend à un développement du secteur et à une augmentation des revenus issus des jeux. Revers de la médaille: les cas de dépendance aux jeux d’argent va augmenter. A ce stade, le projet ne comprend pas de contrepartie à cette ouverture, raison pour laquelle les professionnels du domaine tirent la sonnette d’alarme.

Le produit brut des jeux (PBJ, soit les mises moins les gains) en Suisse s’est établi à 1666 millions de francs en 2014. Alors que les coûts sociaux sont estimés entre 551 et 648 millions de francs, seulement 4,8 millions (0,5% du PBJ des loteries) sont attribués aux cantons pour prévenir le jeu excessif. Mais avec l’ouverture des casinos sur internet, les besoins de protection des joueuses et des joueurs vont augmenter, car il est démontré que les jeux en ligne sont plus risqués que les jeux terrestres. De plus, les récentes études réalisées en Suisse montrent clairement que les jeunes sont deux fois plus concernés que les adultes par le jeu excessif. Les différentes organisations actives dans la lutte contre les conséquences négatives des jeux d’argent se sont regroupées au sein de la «coalition pour la protection des joueurs». Elle entend sensibiliser le monde politique aux problèmes liés au jeu excessif et aux moyens à disposition pour tenter de les réduire. Elle demande de prévoir un financement pour les cantons, afin de venir en aide aux joueurs en difficulté. Elle demande aussi la restauration d’un mécanisme de surveillance et de prospective, pour permettre de mieux anticiper les nouveaux défis des jeux d’argent, notamment en regard de l’ouverture du marché sur internet, ainsi qu’un meilleur contrôle d’accès des mineurs à certains jeux d’argent.

* GREA
** Addiction Suisse

Effet Varoufakis ou effet Troïka?

Un analyste sérieux doit au minimum essayer de voir si la corrélation observée correspond à un rapport de cause à effet.

YANIS VAROUFAKIS*

En décembre dernier dans son message de fin d’année, Holger Schmieding de la banque d’investissement Berenberg de Hambourg alertait ses clients sur les risques politiques. A titre d’exemple il présentait le graphe ci-dessous qui montre la baisse de confiance des milieux d’affaires en Grèce à la fin du printemps 2015 et sa remontée après mon départ du ministère des Finances. Il appelle cela «l’effet Varoufakis».

Il est incontestable que les investisseurs ont raison de beaucoup se préoccuper des risques politiques, notamment de la capacité des responsables politiques et des bureaucrates à porter des dommages incalculables à l’économie. Mais ils doivent aussi se méfier des analystes incapables ou peu motivés pour distinguer une corrélation d’un rapport de cause à effet ou de faire la différence entre insolvabilité et manque de liquidité. Ils feraient donc mieux de se méfier d’analystes comme Schmieding. En réalité, la confiance des entreprises en Grèce a commencé à dégringoler avant que je ne sois ministre des Finances et elle a recommencé à grimper un mois après ma démission. La corrélation est indéniable, mais y a-t-il pour autant un rapport de cause à effet? Prenons l’exemple suivant. La confiance des entreprises a chuté après le 11 septembre 2001, alors que Paul O’Neill était secrétaire du Trésor. Schmieding parle-t-il alors d’un «effet O’Neill»? Evidemment pas: la chute de confiance des entreprises n’a rien à voir avec O’Neill, elle tient aux inquiétudes liées au terrorisme mondial. Il n’y a aucun lien de cause à effet avec O’Neill. De la même manière, dans le cas de la

Grèce, l’effondrement de la confiance des entreprises a eu lieu alors que j’étais ministre, mais elle était due à la menace de nos créanciers, la Troïka (la Commission européenne, la Banque centrale européenne et le FMI) qui a annoncé qu’elle bloquerait le fonctionnement de notre système bancaire pour contraindre notre gouver-



LA BONNE QUESTION EST DE SAVOIR SI NOUS AVONS
EU RAISON DE NOUS OPPOSER À LA TROÏKA
OU SI NOUS AURIONS DÛ ACCEPTER LE PROGRAMME
DE NOS CRÉANCIERS POUR LA GRÈCE.

nement à accepter un nouvel accord de prêt non viable. Avant ces menaces, la confiance des entreprises était à la hausse dans le pays. Aussitôt que j’ai présenté mon plan de réformes et mon plan budgétaire aux investisseurs de la City de Londres, la Bourse est repartie fortement à la hausse. La croissance du PIB réel a été plus forte lorsque j’étais à la tête du ministère des Finances que lors du dernier semestre de 2014, identifié comme une période de hausse de la confiance par Schmieding. Dans ces conditions, pourquoi la confiance des entreprises a-t-elle chuté lorsque j’étais ministre? Etais-ce en raison de mon programme écrit en collaboration avec Jeff Sachs (et la participation de Norman Lamont, un ancien chancelier de l’Echiquier conservateur du Royaume-Uni, Larry Summers de Harvard et James K. Galbraith de l’université du Texas). Ou bien était-ce en raison de la menace explicite de la Troïka de provoquer la fermeture des banques (qui a d’ailleurs été imposée quand nous avons osé de-

mander au peuple grec de se prononcer par référendum sur l’ultimatum de nos créanciers)? Autrement dit, s’agissait-il de «l’effet Varoufakis» ou de «l’effet Troïka»?

Pour répondre à cette question d’une manière utile aux investisseurs, un analyste sérieux doit au minimum essayer de voir si la corrélation observée cor-

respond à un rapport de cause à effet. Il faut pour cela comparer mon programme à celui de la Troïka. Malheureusement, c’est un travail que certains analystes ont préféré ne pas entreprendre.

La bonne question est de savoir si nous avons eu raison de nous opposer à la Troïka (un élément essentiel de notre programme électoral de janvier 2015), ou si nous aurions dû accepter le programme de nos créanciers pour la Grèce? A mon avis, nous n’avions d’autre choix que de résister au programme de la Troïka.

La raison en est simple: la Grèce est devenue insolvable début 2010. Après mai 2010, elle a répondu à cette situation en souscrivant une suite de prêts non viables accordés sous des conditions qui ne pouvaient que réduire le revenu du pays, les flux de crédit et d’investissement. L’insolvabilité a été aggravée en continuant à faire comme s’il s’agissait d’un simple problème de liquidité.

Fin 2014, l’économie grecque était-elle sur le point de redémarrer? De

toute évidence, non. Le PIB nominal n’a jamais arrêté de se contracter, les dettes publiques et privées sont devenus de moins en moins soutenables, tandis que les flux d’investissement et de crédit se sont taris. Sans restructuration de la dette, un objectif modeste en matière d’excédent budgétaire primaire (net du paiement de la dette), une «mauvaise banque» pour traiter les créances en souffrance et un programme de réforme global qui prenne en compte les pires cas de recherche de rente, la Grèce est condamnée à la dépression permanente.

Hélas, l’attitude de la Troïka était dictée par des raisons politiciennes et elle ne s’intéressait absolument pas à nos propositions; elle ne voulait que notre capitulation.

Nous aurions sûrement pu mieux faire face à cette confrontation. Mais pour un analyste, blâmer la victime d’une telle violence financière est non seulement condamnable moralement, mais c’est aussi un mauvais service qu’il rend à ses clients qui peuvent être amenés à croire par exemple que maintenant que Varoufakis a été démis-sionné, l’économie grecque est sur la voie de la reprise.

Heureusement, il existe des analystes consciencieux comme Mohamed El-Erian sur lesquels peuvent s’appuyer les investisseurs avisés. Leur verdict est sans la moindre ambiguïté: le ralentissement de la Grèce en 2015 est dû à «l’effet Troïka».

Oui, l’Europe est confrontée à des risques politiques. Mais ils tiennent à la réticence de la Troïka à se réformer et à repenser sa stratégie.

* Université d’Athènes
Project Syndicate

La quatrième révolution industrielle

Les pays ne sont pas égaux face à ce phénomène. Tous comme les entreprises. L’immobilisme de certaines d’entre elles s’est révélé désastreux.

YVETTE JAGGI*

Ces dernières années, un peu plus de la moitié des sociétés figurant en 2000 parmi les 500 plus grandes entreprises du monde recensées par la revue *Fortune* ont disparu de ce classement.

Principale raison de cette élimination: la conservation d’un modèle d’affaires non adapté à l’économie numérique. C’est l’avis, transmis au récent Forum de Davos par un connaisseur, Pierre Nanterme, patron d’Accenture, la plus grande des multinationales du conseil aux entreprises.

Cette quatrième révolution industrielle tue ou affaiblit donc de grandes sociétés, écartées du marché pour n’avoir pas su prendre le virage du numérique. Elles ont négligé – ou refusé – de se mettre à l’interconnexion continue et généralisée, à l’Internet des objets, aux méthodes agiles de la production décentralisée, du financement partagé, des robots à tout faire.

Et pourtant, la troisième révolution, déclenchée vers 1970, décrite par Jeremy Rifkin une quarantaine d’années plus tard, contestée à gauche et en vérité déjà dépassée, avait donné de sérieux signes avant-coureurs de la quatrième. De fait, elle annonçait déjà la

configuration emblématique de la révolution contemporaine: le fameux «Big Data», cet ensemble de technologies permettant de fournir au bon utilisateur et au bon moment les bonnes informations extraites de masses de données de plus en plus complexes et interconnectées, accumulées à une cadence exponentielle depuis des dizaines d’années.

A l’instar des entreprises, les pays s’avèrent inégaux devant les effets de la quatrième révolution industrielle.

La Suisse semble bien équipée pour y faire face, selon une étude comparative portant sur la situation dans 45 pays récemment présentée par UBS. Les résultats ressemblent fort à ceux des classements internationaux de la compétitivité, avec la Suisse et Singapour en tête, suivis sans surprise par les pays scandinaves, les USA et le Royaume-Uni. Inversement, plusieurs économies développées se mêlent aux marchés émergents dans la moitié inférieure de la liste où se retrouvent notamment l’Espagne et le Portugal. Parmi les plus impréparés, on repère l’Indonésie, la Turquie, l’Inde et le Brésil.

Ces données figurent, parmi beaucoup d’autres, dans le volumineux rapport sur l’avenir de

l’emploi publié par le Forum économique mondial à l’occasion de sa grand-messe annuelle qui vient d’avoir lieu à Davos. Les industries suisse, allemande, irlandaise, suédoise et finlandaise respirent déjà le «vent rafraîchissant» de l’ère 4.0. Les mutations technologiques de la quatrième révolution industrielle annoncent de profonds changements sur le marché du travail. La révolution numérique passe pour une machine à tuer l’emploi. Les auteurs américains prédisent que la moitié des postes actuellement occupés aux Etats-Unis pourraient avoir disparu d’ici vingt ans. Même en Suisse, la numérisation menacerait des centaines de milliers d’emplois selon le magazine *Bilan*.

Ces tristes perspectives ne concernent plus les activités de routine, déjà balayées par l’automatisation caractéristique de la troisième révolution industrielle. Mais les robots et autres outils intelligents, ainsi que les objets connectés, effectueront toujours plus nombreux des travaux relativement qualifiés, actuellement accomplis par des comptables, des employés de bureau, de guichet, de commerce ou de laboratoire.

Des métiers vont disparaître, d’autres vont se multiplier et se diversifier. Aux travailleurs inquiets

pour leur avenir, la BBC offre en ligne la possibilité d’évaluer les chances de survie de leur activité présente.

Au total, le nombre de personnes occupées risque fort de diminuer dans la production comme dans les services – même si les prévisions restent difficiles à chiffrer. Dans cette situation, le genre et le niveau de formation prennent une importance décisive. On observe que les pays les mieux armés pour affronter la quatrième révolution sont aussi ceux qui remplissent le mieux les critères relatifs au niveau de savoir-faire et à l’aptitude aux changements. A noter que cette souplesse, évaluée en termes de potentiel d’innovation, est particulièrement élevée en Suisse, en Finlande, en Israël, aux Etats-Unis, au Japon et en Allemagne.

Mesurées à cette aune, les dépenses publiques et privées pour la formation, tant professionnelle que tertiaire, ainsi que pour la recherche, toutes sciences et techniques confondues, constituent sans exception bel et bien des investissements. Avec les chances et les risques qu’un tel financement comporte.

Couper dans les budgets publics pour l’éducation de base et ultérieure représente non seulement

un manque de confiance en l’avenir et dans les personnes qui le vivront, mais aussi une simple et grande bêtise, entre défiance à l’égard des «élites» et rigueur mal placée. A cet égard, les débats en cours, dans le canton de Zurich et ailleurs, y compris au niveau fédéral, méritent d’être suivis avec la plus grande attention.

La Banque mondiale le rappelle dans son Rapport sur l’état du monde 2016: les dividendes du numérique ne se répartissent pas davantage de manière égale que ceux de la prospérité économique en général. Les plus gros obstacles à l’inclusion n’étant pas technologiques, il faut prévoir des «stratégies bien plus ambitieuses que celles qui ont prévalu en matière de Tic», ces technologies de l’information et de la communication qui auront marqué la troisième révolution industrielle.

En effet, en complément aux investissements consentis pour l’assurer, la «connectivité pour tous» exige un accompagnement analogique, à la fois réglementaire et institutionnel, éducation en tête. A défaut d’une réponse à la hauteur du défi numérique, les risques l’emporteront sur les chances.

* domainepublic.ch/articles/28841